

Pour éviter les divisions et écarter les surenchères



© Mathieu Delmestre

Le 16 novembre dernier, le Président de la République avait lancé le coup d'envoi d'une réforme constitutionnelle visant à répondre sur le terrain juridique aux attaques répétées de notre territoire. François Hollande faisait confiance à l'intelligence collective de la majorité et de l'opposition, estimant possible une unité nationale.

Mais le 30 mars, il a été dans l'obligation de siffler la fin de partie en constatant combien le débat avait tourné à la posture au lieu de se concentrer sur le fond. François Hollande assume ici l'arrêt du processus notamment «pour éviter les divisions et écarter les surenchères.» Pourtant, l'opinion était plutôt favorable à la constitution d'une déchéance de nationalité écartant le caractère binational au profit d'une non distinction entre les Français.

Seulement voilà, alors que les députés de droite comme de gauche avaient proposé un texte équilibré entre la déchéance effective et la constitutionnalisation de l'état d'urgence, les sénateurs de droite ont joué la carte du blocage. «Les Français ne peuvent qu'être consternés par ce triste

spectacle d'une représentation parlementaire incapable de faire la paix, même pour combattre efficacement le terrorisme.» Jean-Christophe Cambadélis assume également l'épisode qui se termine. Le Premier secrétaire n'en reste pas moins critique du comportement des sénateurs conservateurs. Ces derniers refusant même de ne constitutionnaliser que l'État d'urgence se sont obstinés dans leur attitude.

Jean-Christophe Cambadélis retient surtout que l'union nationale contre le terrorisme «prioritaire à toute autre considération» ne fait pas partie du langage du parti «républicain» malgré un contexte qui, à lui seul, devrait mobiliser l'intelligence collective.

Assurant que «le Parti socialiste ne renonce pas pour autant à la concorde nationale dans le pays, et l'union nationale au Parlement contre le terrorisme», Jean-Christophe Cambadélis estime que «cette dérobade ne met pas en cause la lutte contre le terrorisme et l'efficacité de l'État et de ses services.»

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

3,5%

Le déficit public diminue depuis 2012 grâce à l'effort des Français conjugué aux politiques budgétaires menées par le Gouvernement. Ce déficit est ainsi passé de 5,1% début 2012 à 3,5% début 2016. Dans le même temps, le déficit de la sécurité sociale était de 17,5 milliards en 2012. Il est prévu à 9,7 milliards cette année.

BRÉSIL : DERRIÈRE LA FRONDE, DE VIEUX DÉMONS ?

Où va le Brésil ? L'impopularité de Dilma Rousseff n'en finit pas de fragiliser un pays qualifié encore il y a quelques années de pays émergeant à l'économie florissante. L'un des symboles avait été la victoire de Lula qualifiant son pays pour la Coupe du monde de football de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016. Plusieurs observateurs s'inquiètent pour la stabilité institutionnelle, économique et sociale du pays.

Bien qu'elle a été réélue en 2014, Dilma est contestée. Cette année-là, on avait assisté à la triste prestation de la sélection durant le Mondial déjà sur fond de tensions. Elle est loin la relance de l'économie. Lula malade avait dû se mettre en retrait. Bien qu'il gardait un œil sur sa protégée – que tout le parti n'avait pas unanimement soutenu au départ. L'affaiblissement du PT confronté aux réalités du pouvoir au plan fédéral se voyait tant par des résultats électoraux moyens

que par une série de scandales qui impliquaient ses cadres.

Aux prises avec des médias conservateurs, l'allié de circonstance, le PMDB dans lequel aucune coalition n'est possible au Brésil depuis trente ans, a aussi bénéficié de la complicité du pouvoir judiciaire et de certains milieux économiques. Au Brésil comme dans d'autres pays, les milieux conservateurs ne considèrent jamais la gauche au pouvoir comme quelque chose de « normal ».

« AU BRÉSIL COMME
DANS D'AUTRES PAYS,
LES MILIEUX CONSERVATEURS
NE CONSIDÈRENT JAMAIS
LA GAUCHE AU POUVOIR
COMME QUELQUE CHOSE
DE « NORMAL ». »



© Cris Fago/Citizenside

Curieusement, il n'y a qu'une cible, le PT, alors que les accusations visant le PMDB et le PSDB n'ont pas de suites. Il y a les faits, que la justice instruit et l'acharnement médiatique et judiciaire.

Les millions de manifestants sont essentiellement issus de la classe moyenne ou aisée. Et dans quelques cas, on a pu voir des banderoles appelant au retour de l'armée au pouvoir... Ce qui se passe au Brésil n'est en effet pas anodin dans un pays qui a connu une dictature militaire entre 1964 et 1985 au cours de laquelle plusieurs milliers de personnes furent emprisonnées ou torturées sans parler des disparus.

Lula avait osé s'attaquer au tabou du racisme au Brésil. La presse a donc tenté de s'attaquer au tabou Lula.

L'ancien métallurgiste avait critiqué le tournant austéritaire pris par Rousseff. Son retour est une tentative pour redresser la situation, en attendant qu'il puisse se présenter aux élections de 2018. La crise actuelle orchestrée par la droite n'a qu'un but : bousculer le calendrier électoral en mettant le PT hors jeu par tous les moyens.

Plusieurs intellectuels ou artistes comme Chico Buarque y voient avec inquiétude un retour aux années de plomb. Aussi bien la moralisation de la vie politique que la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice sont des piliers des grandes démocraties modernes.

—
Par

Pierre Kanuty

EN TOUTE TRANSPARENCE

Le Gouvernement s'apprête à proposer au Parlement une loi sur la transparence économique. Dite Loi Sapin II, elle vise notamment à renforcer la détection et la prévention de la corruption et clarifier le « jeu » économique.



© Éric Piermont/AFP

Après avoir lancé la transparence de la vie publique en 2013 avec la création notamment de la Haute autorité indépendante en charge de cette question (HATPV) et renforcer la transparence financière de la vie politique le 29 mars dernier, le Gouvernement s'attaque maintenant à la transparence dans le monde des entreprises. De nombreuses mesures de cette proposition de loi prévoient de soutenir la lutte contre la corruption tout en protégeant les lanceurs d'alerte.

La création d'une agence dédiée est au programme sur le modèle de la HATPV permettant ainsi et de manière indépendante de clarifier le jeu économique. « Nous voulons proposer une protection globale à ceux qui voudraient lancer des alertes, explique Michel Sapin. » L'anonymat serait garanti et les frais de justice seraient portés par cette agence. Si la France redresse aussi la trans-

parence depuis quelques années, son image dans le domaine n'est pas encore mondialement reconnue. « Nous devons nous attacher à clarifier aussi les lobbies, expose le ministre de l'économie et des finances. » L'idée est ici de mettre en place un répertoire national pour la transparence afin que chacun puisse connaître les contours de ces lobbies. Enfin, parmi les mesures phares figure également la possibilité de sanctionner en France des entreprises françaises condamnées pour faits de corruption à l'étranger.

La proposition compte encore quelques mesures qui devraient aussi permettre de contribuer à la croissance en réinjectant dans l'économie les placements notamment effectués par les assurances. Le calendrier s'ouvre. L'objectif est de promulguer la loi fin 2016.

—

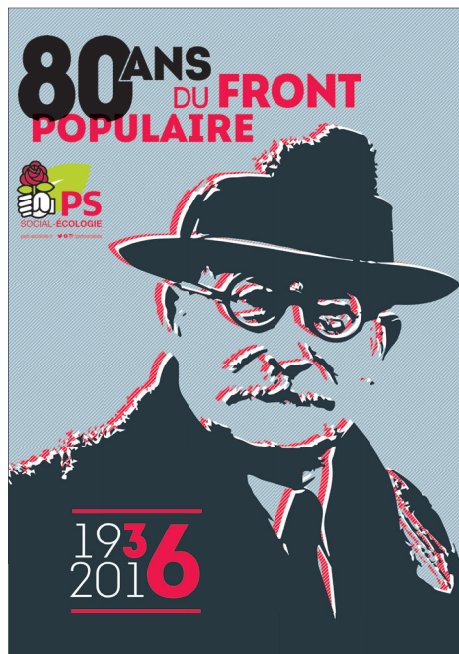
Par
Christophe Disic

ÉTAT-RÉGIONS POUR L'EMPLOI

Le nouveau partenariat entre l'État et les Régions en faveur de l'emploi, de la formation, de l'apprentissage et du développement économique vise notamment à mieux adapter le parcours des demandeurs d'emploi aux enjeux de leur territoire ; à assurer un développement des formations professionnelles initiales au service de la jeunesse et à assurer la primauté de la compétence des régions. Les Régions se sont engagées à porter notamment le volet des 500 000 nouvelles formations proposé par le Président de la République.



LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE ÉLECTORALE 80 ANS DU FRONT POPULAIRE



Le soir du 3 mai 1936 voit la victoire électorale des partis du Front populaire, socialistes, communistes, radicaux, avec de petits partis alliés. La SFIO, derrière Léon Blum, arrivée en tête en nombre de voix (de peu) et, surtout en nombre de sièges, revendique la direction du gouvernement. On sait que ce succès déclenche, tout au long du mois de mai, une vague de grèves, comme la France n'en avait jamais connue. Elles vont être le symbole du Front Populaire, mêlant profondément un mouvement social et une espérance politique.

Pour comprendre ce qui a suivi dans une année chargée d'épreuves, il faut prendre en compte les conditions de cette victoire. Le premier tour des élections législatives, en effet, est instructif. Les rapports de force entre la droite et la gauche changent peu, 300 000 voix pour celle-ci de plus qu'en 1932. Ce qui assure la victoire, c'est la réunion d'une gauche fortement divisée depuis 1920, entre communistes, qui, jusqu'en 1934, refusaient toute unité d'action avec les socialistes, mais aussi entre les socialistes et radicaux, incapables de s'accorder sur un programme économique et financier, comme l'ont montré les victoires éphémères de 1924 et 1932. Cette union s'inscrit évidemment dans un contexte inquiétant, la menace que fait courir le régime hitlérien depuis janvier 1933, la contestation violente de la République par l'extrême droite et les Ligues, avec les émeutes du 6 février 1934, les mécontentements avivés par la durée de la crise qui touche une majorité de français, les agriculteurs au premier chef, les ouvriers atteints par le chômage et le sous-emploi, mais aussi les classes moyennes indépendantes, avec de nombreuses faillites de petites entreprises, et, également, les fonctionnaires, victimes d'une baisse autoritaire de leurs salaires.

Mais ce qui a été déterminant politiquement, c'est la décision de l'Internationale communiste, donc de Staline, d'abandonner la tactique « classe contre classe » pour nouer des alliances larges permettant de lutter contre l'Allemagne nazie. Les communistes, dès lors,

adoptent une ligne nationale qui lève les obstacles. Les socialistes espèrent que ce changement peut être durable et entrent majoritairement dans l'unité d'action, sans perdre de vue les oppositions existantes. Les radicaux, quant à eux, sont divisés. Toutefois, l'acceptation par les communistes de la défense nationale les fait entrer dans un accord électoral conquérant, alors qu'ils ont été humiliés par la droite en février 1934.

« CE QUI ASSURE LA VICTOIRE,
C'EST LA RÉUNION D'UNE GAUCHE
FORTEMENT DIVISÉE DEPUIS 1920. »

Mais, le caractère défensif de cette coalition explique aussi qu'il n'y a pas un accord politique au-delà de mesures générales. Les radicaux, appuyés par les communistes qui tiennent à leur présence, refusent les réformes de structures (les nationalisations notamment) que souhaitent les socialistes pour trouver de nouveaux moyens d'action. Tout aussi importantes sont les divergences sur la politique à mener à l'étranger, l'influence du pacifisme étant forte à gauche, elle rend imprécise l'attitude à prendre. L'équation politique de départ est ainsi complexe. Les conditions de la conquête électorale du pouvoir, en effet, ne sont jamais indépendantes de son exercice...

-

Par

Alain Bergounioux

LE NUMÉRIQUE, UN FACTEUR DU CHANGEMENT SOCIAL ?

Si les médias sociaux ont joué ces dernières années un rôle de catalyseurs dans les mobilisations, ils ne sont pas pour autant devenus un canal constitutif du changement social.

Ces plateformes pouvaient annoncer une nouvelle donne participative. Elles ont au contraire renforcé les inégalités, le marketing de soi et la quête du buzz, comme le rappelle Alice Marwick dans son ouvrage « Status Update ». L'économie de l'attention a favorisé l'endogamie, la différenciation sociale et le sexisme. Les entreprises de la Silicon Valley ont certes créé de nouveaux modèles économiques mais leur mode de fonctionnement reste capitaliste et ultralibéral.

Ethan Zuckerman avait déjà amorcé la réflexion sur la déconnexion en interrogeant nos interactions en ligne et hors ligne. Ses travaux invitent à un profond

renouvellement des usages du numérique entre médias et politique. Ils encouragent la réflexion autour de la citoyenneté en ligne, de la vie privée.

L'idée est donc là, et bien ancrée : le numérique permettrait le développement des territoires et l'émancipation des citoyens. Ces moyens de prise de pouvoir offerts par le numérique méritent d'être largement diffusés. De nombreuses initiatives se développent, souvent hors des circuits traditionnels. Mais sous quelles modalités le numérique doit-il être appréhendé par le plus grand nombre ? Suffit-il d'apprendre à coder à chaque élève pour générer un changement économique et social ? Sans un renouveau des approches, le développement du numérique ne serait pas si intéressant que ça. De nombreuses initiatives émergent localement, en s'appuyant sur les popu-

lations pour transformer les territoires par le numérique et la formation. On peut citer Simplon, une école qui forme gratuitement au code des jeunes éloignés de l'emploi ou en reconversion professionnelle ou Le Bron OpenLab, qui offre un espace de rencontre en périphérie de Lyon, ou encore Hacks hackers qui permet à des journalistes et à des spécialistes informatiques de penser ensemble l'information de demain.

Ces démarches inspirées par la culture hacker, c'est-à-dire hors des cercles officiels, réinventent la façon dont le grand public peut s'emparer de ces outils pour prendre en main sa destinée locale. Des méthodes qui vont puiser dans le design, le code, les sciences sociales et humaines.

-

Par Charles Dufresne

“ PARTOUT, LA RÉGRESSION CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE A FAIT LE JEU DES JIHADISTES ”

Dans un contexte de menace élevée, Jean-Pierre Filiu* pose un regard éclairant sur les rouages et les intentions de Daech. Il pointe la genèse du mal et les facteurs de son expansion.



© D.R.

L'État islamique continue de frapper dans le monde. Il ne faiblit donc pas ?

Daech, le bien mal nommé «*État islamique*», a tiré les leçons des erreurs d'Al-Qaïda, portant la menace planétaire du terrorisme jihadiste à des niveaux inégalés. Entre les attentats à Paris et Saint-Denis, le 13 novembre 2015, et ceux de Bruxelles, le 22 mars 2016, Daech a été en mesure de frapper de San Bernardino, en Californie, à Jakarta, en Indonésie, en passant par Tunis, Istanbul, le Yémen ou le Sinaï. C'est parce que Daech fonctionne comme Al-Qaïda, qui signifie en arabe «*la base*», en interaction entre une «*base*» physique, à cheval entre la Syrie et l'Irak, et une «*base de données*» de nature transnationale. Il y avait au départ quelque milliers de «*volontaires*» étrangers dans les rangs de Daech, il y en a dix fois plus aujourd'hui, venant du monde entier. Les bombardements aériens de la coalition occidentale ou de la Russie infligent des pertes incontestables à Daech, mais elles sont largement compensées par un recrutement accru. Il faut que des forces locales, arabes et sunnites, soient les partenaires stra-

tégiques au sol de la campagne contre Daech. On en est loin en Irak, où l'armée gouvernementale et les milices pro-iraniennes restent identifiées à un pouvoir dont les Sunnites se sentent exclus. Même chose en pire, en Syrie, où la reconquête de Palmyre, qui avait été livrée à Daech par le régime Assad en mai 2015, a été obtenue par un engagement direct au sol de la Russie et de l'Iran, directement ou par le biais des milices qui lui sont inféodées, comme le Hezbollah libanais.

Notez-vous des évolutions dans les gouvernements des pays du monde arabe depuis trois ans ?

L'année 2013 marque effectivement un vrai tournant contre-révolutionnaire dans le monde arabe, après les espoirs suscités par le soulèvement démocratique de l'hiver 2010-11. La Tunisie a réussi à sauver sa transition démocratique grâce à l'action de la société civile : le principal syndicat ouvrier, le patronat, la Ligue des droits de l'homme et le Barreau ont uni leurs forces pour obtenir un accord sur une nouvelle constitution entre nationalistes et islamistes. En Égypte, en revanche, le général Sissi a renversé par un putsch l'islamiste Mohammed Morsi, le seul président démocratiquement élu de l'histoire du pays. En Syrie, Assad a pu impunément bombarder à l'arme chimique sa propre capitale. Au Yémen, le président déchu, Ali Abdallah Saleh, a commencé de manipuler les différentes insurrections pour restaurer un pouvoir autrefois absolu.



Jean-Chr. Cambadélis @jccambadelis - 27 mars
De nombreux morts à Bagdad assassinés par le terrorisme aveugle. Il n'a pas de frontières. N'ayons pas l'indignation et l'émotion sélectives

Partout, cette régression contre-révolutionnaire a fait le jeu des jihadistes, dont la propagande a souligné la passivité, pour ne pas dire la complicité, des États-Unis dans les massacres perpétrés en Syrie, en Égypte ou au Yémen.

**« JE PRÉFÈRE PARLER
DE CONVERSION À LA SECTE DAECH
PLUTÔT QUE DE «*RADICALISATION*»,
PUISQUE LES JIHADISTES
SONT AVANT TOUT EN GUERRE
CONTRE LES AUTRES MUSULMANS
QU'ILS QUALIFIENT D'«*APOSTATS*». »**

Comment analysez-vous le choix de certains jeunes français de rejoindre Daech ?

Le tournant contre-révolutionnaire de 2013 dans le monde arabe est essentiel pour comprendre l'envolée des montées au jihad. C'est en effet l'incapacité de l'administration Obama à faire respecter ses «*lignes rouges*», surtout après le carnage chimique de Damas, qui alimente la propagande de Daech. En outre, les recruteurs convainquent leur cible qu'ils vont intégrer avec Daech une avant-garde appelée à livrer la bataille de la Fin des Temps, du fait de prophéties apocalyptiques remises au goût du jour par l'horreur syrienne. C'est pourquoi je préfère parler de conversion à la secte Daech plutôt que de «*radicalisation*», puisque les jihadistes sont avant tout en guerre contre les autres Musulmans qu'ils qualifient d'«*apostats*». Enfin, il y a le discours triomphaliste de Daech que seule la libération de Raqqa en Syrie ou de Mossoul en Irak pourrait invalider. Notons cependant que moins de 3% des combattants étrangers de Daech sont français, soit quatre ou cinq fois moins que les jihadistes russes, et que le défi, loin d'être limité à l'Europe, est bel et bien mondial.

** Jean-Pierre Filiu est professeur des universités en histoire moyen-orientale à Sciences Po (Paris) après avoir enseigné dans les universités américaines de Columbia (New York) et de Georgetown (Washington). Son dernier ouvrage, «*Les Arabes, leur destin et le nôtre*» (La Découverte), a reçu en octobre 2015 le prix Augustin-Thierry des Rendez-vous de l'Histoire de Blois.*